

# Aborder les Questions des Droits Humains – Israël et les Territoires Palestiniens



Droits Humains



General Board

**Pension and Health Benefits**

**Wespath** 

Investment Management

# Conseil Général des Pensions et des Assurances Médicales...

**Contribue activement à assurer l'avenir financier de nos participants tout en s'efforçant d'améliorer la vie des personnes dont les droits humains sont violés à travers le monde.**

- **Nous partageons le même désir que nos frères et sœurs méthodistes unis pour une paix juste et durable au Moyen-Orient.**

En 2012 et 2015, notre Secrétaire générale et Directeur des investissements, qui voulaient mieux comprendre la situation, se sont rendus en Israël et dans les territoires palestiniens pour rencontrer les chefs de gouvernement et des dirigeants de banques et d'investissements. Nous suivons de près les événements dans la région et nous sommes en dialogue continu avec des experts qui représentent une variété de points de vue concernant les enjeux dans la région.

- **Nous appliquons une ligne directrice avant-gardiste en matière de droits humains à tous nos investissements afin de nous aider à identifier les entreprises qui exercent des activités dans des zones d'exploitation à haut risque où les violations des droits humains sont courantes.**

Cette ligne directrice offre une direction en matière des actions et de l'engagement des entreprises, et souligne les risques relatifs aux droits humains qui pourraient potentiellement affecter la valeur des actifs investis. La ligne directrice en matière des droits humains clarifie si le risque financier de la détention de titres identifiés est suffisamment significatif pour mériter d'être exclus de nos fonds d'investissements. Cette ligne directrice examine les zones à haut risque à travers le monde, y compris les zones et régions de conflit où existent de graves violations du droit international. Par conséquent, en 2015 nous avons exclu de nos fonds d'investissements 39 entreprises à cause du risque financier qu'elles posaient aux fonds que nous gérons pour le compte de nos participants. Cela comprenait sept entreprises qui exercent d'importantes activités dans les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens. Notre analyse comprend des recherches de la part d'experts indépendants et impartiaux dans l'évaluation des risques relatifs aux droits humains. Veuillez consulter notre *Politique de Gestion des Risques Excessifs en matière de la Durabilité* et notre Ligne Directrice concernant les *Droits Humains* sur le site suivant : [www.gbophb.org/humanrights](http://www.gbophb.org/humanrights).

- **Nous avons lancé le Fonds d'actions basé sur des valeurs sociales nommé *Equity Social Values Plus Fund (ESVPF)* en décembre 2014.**

Ce fonds a été créé pour offrir une option d'investissement avec des critères avancés en matière de droits humains et de l'environnement, principalement basé sur un indice de sociétés déterminé par des experts indépendants de MSCI.



Visite de 2012 en Israël et dans les territoires palestiniens

- **Nous sommes à la recherche d'opportunités d'investissements qui auront un impact positif dans les territoires palestiniens.**

Notre équipe d'investissements demande l'avis d'un nombre d'entreprises d'investissements et examine un vaste éventail d'éventuels investissements. À la fin de 2014, deux membres de cette équipe se sont rendus dans les territoires palestiniens pour effectuer les contrôles préalables pour des projets d'investissements considérés.

- **Nous pouvons jouer un rôle déterminant, en tant que principal investisseur à l'échelle mondiale, dans la promotion et la protection des droits humains lorsque ceux-ci sont violés par les entreprises dans lesquelles nous investissons.**

Nous sommes convaincus que la participation des entreprises à cet égard peut contribuer à un changement constructif, en particulier lorsque d'autres investisseurs ne s'avèrent pas aussi persistants pour faire connaître les préoccupations relatives aux droits humains. Les Principes directeurs de l'ONU concernant les Entreprises et les Droits humains nous offre la base de nos activités en ce qui concerne les droits humains pour tous les investissements que nous gérons. Nous encourageons vivement les entreprises qui représentent nos plus grandes participations à modifier ou à créer des politiques plus fermes en matière des droits humains et à incorporer les Principes directeurs de l'ONU.

Nous sommes en contact avec des grandes entreprises concernant leurs activités en Israël et dans les territoires palestiniens, y compris Caterpillar, Hewlett-Packard (HP), Microsoft et Intel. Nous continuons à étudier leurs politiques en matière de droits humains et à questionner comment

ces politiques influencent les activités commerciales et les décisions relatives à la commercialisation et la vente des produits. Pour les entreprises qui exercent des activités dans la région, nous recueillons des informations concernant leur adhésion aux pratiques équitables en matière de l'emploi et nous exigeons des données vérifiables à l'appui des réponses que nous recevons. Quoique nos actions soutiennent une amélioration continue, nous avons vu d'importants progrès, y compris la politique de HP concernant les droits humains et leur référencement aux Principes directeurs de l'ONU, et Caterpillar qui a intégré la « durabilité » comme une de ses cinq valeurs fondamentales institutionnelles et publié une politique concernant les droits humains.

### **Maintient que l'exclusion forcée et automatique d'entreprises dans le cadre de leurs activités en Israël et dans les territoires palestiniens n'est pas approprié ni efficace.**

- **Nous reconnaissons qu'une prudente analyse et prise de décisions concernant tout investissement reposent sur de multiples facteurs.**

Les activités d'une société en Israël et dans les territoires palestiniens sont devenues l'unique critère des personnes prônant le désinvestissement et ce uniquement pour identifier ces entreprises en vue du désinvestissement. *Nous prenons toujours des décisions d'investissements – et nous continuerons de le faire – à l'issue d'une étude approfondie et équilibrée de toutes les activités de ladite entreprise et de sa performance financière et en matière des droit humains.*

- **Nous sommes convaincus que la situation complexe et de longue date au Moyen-Orient ne sera pas résolue par le mandat d'exclure certaines entreprises de nos portefeuilles de placement.**

Afin de comprendre les enjeux majeurs et de se tenir au courant des évolutions actuelles, nous participons à un dialogue continu avec les parties prenantes des communautés palestiniennes et israéliennes. Nous sommes tout à fait conscients que les obstacles à une paix juste et durable au Moyen-Orient sont compliqués et influencés par un long passé de méfiance et de violence dans la région. *Il ne serait pas réaliste de s'attendre à ce que le désinvestissement dans le cadre de certaines entreprises influencera les gouvernements israélien et palestinien ou de les faire avancer vers la paix.*

- **Nous servons des participants et des clients institutionnels qui ont des opinions diverses concernant la situation israélo-palestinienne.**

Certains des participants nous encouragent à agir en faveur des Palestiniens ; d'autres expriment leur vif soutien en faveur d'Israël. Notre expérience de longue date en matière d'investissement durable démontre que les stratégies efficaces dans le but de réduire le risque opérationnel d'une entreprise comprennent la protection des droits humains. C'est la raison principale pour laquelle nous travaillons avec les entreprises sur la question des droits humains – nous nous efforçons de créer des changements positifs pour les communautés touchées par les violations des droits humains, ce qui entraînera éventuellement une réduction du risque financier pour les entreprises exerçant leurs activités dans ces communautés.



Visite de 2012 en Israël et dans les territoires palestiniens



# Conseil Général des Pensions et des Assurances Médicales...

**S'engage dans la poursuite d'investissements durables — pour s'acquitter de ses obligations fiduciaires tout en veillant à s'aligner sur les valeurs de l'Église Méthodiste Unie (ÉMU).**

- **GBPHB est un « fiduciaire ». Cela signifie que nous sommes tenus par la loi des États-Unis d'agir exclusivement dans les meilleurs intérêts de 92 000 employés clergé et laïcs en activité et à la retraite de l'ÉMU et de ses affiliés, y compris des conférences annuelles en dehors des États-Unis.**

*Le Livre de Discipline* reflète ce mandat dans le paragraphe 1504, demandant au GBPHB de « s'acquitter de ses obligations fiduciaires... dans le seul intérêt des participants et des bénéficiaires et exclusivement dans le but de fournir des prestations aux participants et à leurs bénéficiaires... » Le terme « investissement durable » souligne nos attentes en matière du rendement de nos fonds d'investissement, ainsi que notre intention en termes de l'impact positif que nos investissements internationaux auront sur l'environnement et sur la société.

- **GBPHB reconnaît la responsabilité et l'opportunité qui se présentent en vue de protéger et de promouvoir les droits humains parce que les entreprises dans lesquelles nous investissons ne les respectent pas.**

Le paragraphe 717 du *Livre de Discipline* nous demande de « faire un effort conscient pour investir dans des organisations, des sociétés, des entreprises ou des fonds dont les pratiques sont conformes aux objectifs précisés dans les Principes sociaux. »



**Est fermement convaincu que les demandes pour le désinvestissement forcé et automatique sont incompatibles avec nos fonctions de fiduciaire selon les lois étatiques et fédérales des États-Unis.**

Nous sommes actuellement le centre de deux campagnes de désinvestissement – une en matière des entreprises qui exercent des activités en Israël et dans les territoires palestiniens et une autre en matière des entreprises liées aux combustibles fossiles. Puisque des questions de justice continuent à se poser, il existe toujours une possibilité qu'on nous demandera de céder nos activités dans des entreprises qui ont un impact sur d'autres questions qui sont naturellement importantes pour les méthodistes unis — sécurité sur le lieu de travail, vie privée et obésité, parmi tant d'autres. Nous sommes reconnaissants à toutes les personnes qui s'expriment sur des questions qui touchent notre caractère humain et notre centre moral, et qui affirment la responsabilité du témoignage social de l'Église comme le souligne nos Principes sociaux. Notre raison d'être est de nous acquitter, au nom de l'ÉMU, de notre rôle unique et de nos obligations fiduciaires qui veillent à s'aligner sur les Principes sociaux. De multiples demandes pour cesser nos activités dans des entreprises peuvent provoquer une dérive dangereuse et ne peut qu'entraver notre capacité à diversifier nos investissements et à maximiser les rendements pour 92 000 employés clergé et laïcs en activité et à la retraite de l'ÉMU et de ses affiliés que nous servons.

**Aligne ses activités sur les déclarations de la Conférence Générale de 2012 en matière des droits humains.**

Notamment, résolution numéro 6111, *Opposition aux colonies israéliennes dans les territoires palestiniens* ; numéro 6112, *Résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le conflit israélo-palestinien* ; et numéro 6113, *Dire non à la violence dans le conflit au Moyen-Orient et alignement des investissements de l'ÉMU sur les résolutions concernant Israël et la Palestine*. Nous sommes convaincus que pour être fidèles à ces résolutions, nous devons : suivre notre ligne directrice en matière d'investissement afin d'aborder les droits humains en vue de mobiliser ou d'exclure les entreprises ; demeurer investis dans des autres entreprises et les mobiliser ; et continuer à explorer des opportunités d'investissements dans les territoires palestiniens et soutenir le développement économique dans la région.